

## **FEDERATION DES OEUVRES LAIQUES D'EURE ET LOIR**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
4 Impasse du Quercy  
28110 Lucé

## ***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS***

Exercice clos le 31 décembre 2025

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres,

### *Opinion*

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Fédération des Œuvres Laïques d'Eure et Loir relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### *Fondement de l'opinion*

---

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### *Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation*

---

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « Faits Caractéristiques » de l'annexe des comptes annuels.

### *Observation*

---

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthodes comptables concernant l'application du règlement comptable ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

## ***Justification des appréciations***

---

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et le cas échéant sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## ***Vérifications spécifiques***

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## ***Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels***

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## ***Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels***

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le commissaire aux comptes

**IN EXTENSO AUDIT CENTRE OUEST**

Grégoire GAILLARD

Signé par Gregoire Gaillard  
Le 4 juin 2026



doc\_GGb  
tx\_q6xrm3xM2KMX

*Associé*

*Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe  
Ce document comporte 20 pages*



BILAN

Actif				
Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits similaires	3 706	3 706		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	35 000		35 000	35 000
Constructions	380 476	162 052	218 424	240 395
Installations techniques, mat. et outillage indus.				
Autres immobilisations corporelles	66 671	57 797	8 874	17 064
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts	12 500		12 500	12 500
Autres immobilisations financières	430		430	
<b>Total I</b>	<b>498 782</b>	<b>223 554</b>	<b>275 228</b>	<b>304 959</b>
<b>Stocks et en-cours</b>				
Stock et en-cours				
<b>Créances</b>				
Créances reçues par legs ou donations				
Créances clts., adhér., usagers et cpt. Rattachés	490 095	39 453	450 642	626 516
Autres créances	382 485		382 485	534 606
<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
Instruments de trésorerie				
<b>Disponibilités</b>	<b>43 595</b>		<b>43 595</b>	<b>4 530</b>
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>44 774</b>		<b>44 774</b>	<b>14 947</b>
<b>Total II</b>	<b>960 950</b>	<b>39 453</b>	<b>921 497</b>	<b>1 180 599</b>
<b>Frais d'émission des emprunts III</b>				
<b>Primes de remboursement des obligations IV</b>				
<b>Ecart de conversion (actif) V</b>				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>1 459 731</b>	<b>263 007</b>	<b>1 196 725</b>	<b>1 485 558</b>
<b>Rubriques</b>	<b>Montant brut</b>		<b>Montant net N</b>	
<b>Engagements reçus</b>				
<b>Legs nets à réaliser :</b>				
Acceptés par les organismes stat. compétents ;				
Autorisés par l'organisme de tutelle ;				
Dons en nature restant à vendre.				

## Passif

Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
<b>Fonds propres</b>		
<b>Fonds associatifs sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	48 306	48 306
<b>Fonds propres avec droit de reprise statutaires</b>		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires	45 268	
Ecart de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
<b>Réserves statutaires ou contractuelles</b>		
<b>Réserves pour projet de l'entité</b>		
<b>Autre</b>		
Report à nouveau	(16 288)	10 184
Excédent ou déficit de l'exercice	(34 581)	(26 473)
Situation nette (sous total)	42 705	32 018
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	2 694	4 974
Provisions réglementées		
<b>Total I</b>	<b>45 399</b>	<b>36 992</b>
<b>Fonds dédiés</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donation		
Fonds dédiés		
<b>Total II</b>		
<b>Provisions</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	86 107	109 538
<b>Total III</b>	<b>86 107</b>	<b>109 538</b>
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	312 457	392 100
Emprunts et dettes financières divers	50 818	13 289
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	168 134	260 413
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	165 565	167 933
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	22 178	46 309
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	346 066	458 985
<b>Total IV</b>	<b>1 065 218</b>	<b>1 339 028</b>
<b>Ecart de conversion (passif) (V)</b>		
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>1 196 725</b>	<b>1 485 558</b>

## COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Cotisations	44 012	75 576
<b>Ventes de biens et services</b>		
Vente de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	1 157 420	1 587 488
dont parrainages		
Production stockée		
Production immobilisée		
<b>Produits de tiers financeurs</b>		
Concours publics et subventions d'exploitation	915 075	902 485
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>		
Dons manuels		50
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	52 938	43 533
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	114	233
<b>Total (I)</b>	<b>2 169 560</b>	<b>2 609 365</b>
Participations		
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	300	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total (II)</b>	<b>300</b>	
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		(9 518)
Produits exceptionnels sur opérations en capital		7 379
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>Total (III)</b>		<b>(2 139)</b>
<b>Total des produits (I+II+III)</b>	<b>2 169 860</b>	<b>2 607 227</b>
<b>Solde débiteur = Déficit</b>	<b>34 581</b>	<b>26 473</b>
<b>Total général</b>	<b>2 204 441</b>	<b>2 633 699</b>
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	635 876	976 201
Aides financières	70 702	70 702
Impôts, taxes et versements assimilés	89 498	78 219
Salaires et traitements	1 013 488	1 051 948
Charges sociales	310 176	299 367
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	30 161	37 290
Dotations aux provisions	14 598	33 768

Report en fonds dédiés		
Autres charges	30 201	61 018
<b>Total (I)</b>	<b>2 194 700</b>	<b>2 608 513</b>
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	9 740	9 206
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total (II)</b>	<b>9 740</b>	<b>9 206</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		8 881
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		7 099
<b>Total (III)</b>		<b>15 980</b>
Participation salariés aux résultats (IV)		
Impôts sur les bénéfices (V)		
<b>Total des charges (I+II+III)</b>	<b>2 204 441</b>	<b>2 633 699</b>
<b>Solde créditeur = Excédent</b>		
<b>Total général</b>	<b>2 204 441</b>	<b>2 633 699</b>

Rubriques	Montant N	Montant N-1
<b>Contributions volontaires en nature</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature	18 544	
Bénévolat		
<b>MONTANT TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>18 544</b>	
<b>Charges des contributions volontaires en nature</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	18 544	
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>MONTANT TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>18 544</b>	

---

# ANNEXE

---

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2025 dont le total du bilan avant répartition est de 1 196 725 Euros, présenté sous forme de liste, et dégageant une perte de 34 581 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

### PRESENTATION GENERALE

Activité de l'Association : Les principaux secteurs d'intervention de l'association sont la Vie Associative, la Culture, l'Education, la Jeunesse, la Formation, le Numérique et la Laïcité.

Lieu d'exploitation de l'activité de l'Association : 4 impasse du Quercy – 28110 LUCE

### VARIATION DES FONDS PROPRES ASSOCIATIFS

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
<b>Fonds associatifs</b>				
Fonds associatifs sans droit de reprise	48 306			48 306
Ecart de réévaluation				
Réserves				
Report à nouveau	10 184	(26 473)		(16 288)
Résultat de l'exercice	(26 473)	(34 581)	26 473	(34 581)
<b>Autres fonds associatifs</b>				
Fonds associatifs avec droit de reprise :				
- apports		45 268		45 268
- legs et donations				
- résultat(s)/contrôle de tiers financeur				
Ecart de réévaluation				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	4 974		2 279	2 694
Provisions réglementées				
Droit des propriétaires (commodat)				
<b>TOTAL</b>	<b>36 992</b>	<b>(15 786)</b>	<b>28 752</b>	<b>45 399</b>



VENTILATION DE L'EFFECTIF DE L'ASSOCIATION

Par effectif salarié, on entend l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunérées directement par l'association.

Par personnel mis à disposition, on entend personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté par l'association.

Rubriques	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Ingénieurs et cadres	3,00	
Agents de maîtrise et techniciens	29,00	
Employés	8,00	
Ouvriers		
TOTAL	40,00	



---

## PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION

---

### Règles et méthodes comptables

L'exercice clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général, ainsi que du règlement 2018-06 de l'ANC homologué par arrêté ministériel du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, selon les principes suivants :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Règles de prudence et sincérité des comptes.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### Changement de méthode comptable – Application du règlement ANC n°2022-06

L'association a appliqué, à compter de l'exercice ouvert le 01/01/2025, les dispositions du règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers et à la réforme du Plan Comptable Général.

La première application de ce règlement constitue un changement de méthode comptable.

Conformément aux dispositions réglementaires, ce changement a été appliqué de manière prospective.

Les principales incidences de cette réforme concernent notamment :

- La nouvelle présentation des états financiers (bilan, compte de résultat et annexe) ;
- La redéfinition du résultat exceptionnel ;
- La suppression de la technique des transferts de charges ;
- L'évolution du plan de comptes (suppression, création et modification de certains comptes) ;
- La mise en place de nouveaux tableaux normés dans l'annexe.

L'impact de ce changement de méthode sur les comptes de l'exercice se traduit principalement par :

Les charges et produits exceptionnels d'un montant respectif de 15 085.34 et 1 024.58 eur ont été affectés aux comptes de charges et produits d'exploitation correspondants.

Les quotes-parts des subventions d'investissement virées au résultat sont désormais comptabilisées avec les subventions d'exploitation.

Les transferts de charges d'un montant global de 71 748.75 ont été comptabilisés en ventes de produits annexes et se trouvent intégrés aux Ventes de prestations de services.

Lorsque les impacts ne sont pas significatifs, l'association précise que l'application du règlement ANC n°2022-06 est sans incidence matérielle sur les comptes de l'exercice.

### Faits caractéristiques

L'exercice 2025 se solde par un nouveau résultat déficitaire pour l'association, dans un contexte marqué par une baisse significative de l'activité. En effet, le dispositif du Service National Universel (SNU), qui avait généré en 2024 un chiffre d'affaires de 584 057 € au travers de séjours organisés par La Ligue de l'Enseignement 28, n'a pas été reconduit en 2025. Cette évolution explique en grande partie la diminution du chiffre d'affaires ainsi que l'ajustement à la baisse de certains postes de charges.

Afin de s'adapter à ce nouveau contexte, des mesures de réduction des charges de personnel ont été décidées au cours de l'exercice. Néanmoins, leur mise en œuvre n'ayant été effective qu'à compter du second semestre, leur impact sur le résultat 2025 demeure limitée. Les effets de ces mesures devraient être pleinement visibles sur l'exercice 2026, pour lequel un résultat excédentaire prévisionnel de 2,5 k€ est attendu.

Par ailleurs, la trésorerie de l'association a été soutenue en fin d'exercice par l'octroi de financements extérieurs, comprenant un prêt de 50 k€ ainsi qu'un apport en fonds propres de 45 k€. Enfin, l'association dispose d'une autorisation de découvert à hauteur de 150 k€, consentie pour une durée indéterminée et mobilisable selon les besoins de trésorerie, mais pouvant être dénoncée par l'établissement bancaire sous réserve d'un préavis contractuel.

Toutefois, la situation financière reste étroitement dépendante de la capacité de l'association à atteindre ses objectifs en matière de fréquentation et à sécuriser les financements attendus. En cas de non-réalisation de ces hypothèses et d'absence de reconstitution des fonds propres, la continuité d'exploitation pourrait être compromise.

### Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

#### Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

<b>Constructions</b>	<b>20 ans</b>
<b>Agencements et aménagements des constructions</b>	<b>10 ans</b>
<b>Installations techniques</b>	<b>5 à 10 ans</b>
<b>Matériels et outillage industriels</b>	<b>5 à 10 ans</b>
<b>Matériel informatique</b>	<b>3 ans</b>

#### Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

#### Créances et dettes

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Une provision pour créances douteuses d'un montant de 39 453 euros a été comptabilisée au 31/12/2025.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir.

#### Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 7473000.

#### Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 64 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 3.96%.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 86 107 euros.

#### Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Au 31 Décembre 2025, il n'existe plus de fond dédié.

#### Contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice n'a pas fait l'objet d'une évaluation au 31/12/2025. En effet, l'action des bénévoles se limite aux réunions statutaires du Conseil d'administration, du bureau, des commissions et de l'assemblée générale.

### **Régime fiscal**

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

### **Engagements hors bilan**

Les engagements donnés sont les suivants :

- Emprunt PGE 120 000 € : Caution de la REPUBLIQUE FRANCAISE pour un montant de 7 341.73 €
- Prêt 264 000€ : Garantie HCNR pour un montant de 41 000€ et privilège du prêteur de deniers pour un montant de 230 000€

### **Honoraire commissaire aux comptes**

Certification des comptes annuels : 6 140 €

---

## CHARGES A PAYER

---

**Montant des charges à payer inclus dans les postes de bilan suivants :**

Rubriques	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	50 818
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	77 903
Dettes fiscales et sociales	107 658
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	
<b>TOTAL</b>	<b>236 379</b>

---

## PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

---

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Immobilisations financières	
- Créances rattachées à des participations	
- Autres immobilisations financières	
Créances	
- Créances clients et comptes rattachés	76 433
- Autres créances	32 564
<i>dont avoirs à recevoir</i>	3 100
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
<b>TOTAL</b>	<b>108 996</b>

## PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

### Provisions réglementées

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL</b>				

### Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires	109 538	23 431		132 969
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
<b>TOTAL</b>	<b>109 538</b>	<b>23 431</b>		<b>132 969</b>

### Provisions pour dépréciation

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	54 362	14 598	29 507	39 453
Autres provisions pour dépréciation				
<b>TOTAL</b>	<b>54 362</b>	<b>14 598</b>	<b>29 507</b>	<b>39 453</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>163 900</b>	<b>38 029</b>	<b>29 507</b>	<b>172 422</b>

## ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

### Etat des créances

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	12 930	430	12 500
Autres immobilisations financières			
<b>Total de l'actif immobilisé</b>	<b>12 930</b>	<b>430</b>	<b>12 500</b>
Clients douteux ou litigieux	39 453	39 453	
Autres créances clients	450 642	450 642	
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 124	1 124	
Etat – Impôts sur les bénéfices			
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés	28 340	28 340	
Etat – Divers	361 945	361 945	
Groupes et associés			
Débiteurs divers	26 780	26 780	
<b>Total de l'actif circulant</b>	<b>908 284</b>	<b>908 284</b>	
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>44 774</b>	<b>44 774</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>965 988</b>	<b>953 488</b>	<b>12 500</b>

### Etat des dettes

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des organismes de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	312 457	42 767	195 686	74 003
Emprunts et dettes financières divers	50 000	10 000	40 000	
Fournisseurs et comptes rattachés	168 134	168 134		
Personnel et comptes rattachés	76 788	76 788		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	84 326	84 326		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	4 451	4 451		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	56 971	56 971		
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	346 066	346 066		
<b>TOTAL</b>	<b>1 099 193</b>	<b>789 503</b>	<b>235 686</b>	<b>74 003</b>

## IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

### Immobilisations

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	8 446		4 740	3 706
Terrains	35 000			35 000
Constructions sur sol propre	235 800			235 800
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	144 676			144 676
Installations techniques et outillage industriel				
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport	612		612	
Matériel de bureau, informatique et mobilier	70 378		5 037	65 341
Emballages récupérables et divers	1 330			1 330
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles	487 796		5 649	482 147
Participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	12 500	430		12 930
Total des immobilisations financières	12 500	430		12 930
<b>TOTAL</b>	<b>508 741</b>	<b>430</b>	<b>10 389</b>	<b>498 782</b>

### Situation et mouvements de l'exercice des amortissements techniques (ou venant en diminution de l'actif)

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	8 446		4 740	3 706
Terrains				
Constructions sur sol propre	66 810	7 860		74 670
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions	73 271	14 111		87 382
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport	612		612	0
Mat de bureau et informatique, mobilier	53 313	8 190	12 137	49 367
Emballages récupérables et divers	1 330			1 330
Total des amortissements sur immobilisations corporelles	195 337	30 161	12 749	212 749
<b>TOTAL</b>	<b>203 782</b>	<b>30 161</b>	<b>17 489</b>	<b>216 454</b>

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Rubriques	Charges	Produits
4860000000 - Charges constatés d'avance	44 774	
4870000000 - Produits constatés d'avance		313 994
4875620100 - PCA - Affiliations Ligue (part nationale)		
4875620200 - PCA - Affiliation Ligue / UFOLEP (part nationale)		
4875621000 - PCA - Affiliations Ligue (part nationale)		
4875621100 - PCA - Affiliations Ligue / UFOLEP (part nationale)		7 929
4875622000 - PCA - Affiliations Ligue (part départementale)		55
4875622100 - PCA - Affiliations Ligue / UFOLEP (part départementale)		3 740
4875623000 - PCA - Adhésion Ligue (part nationale)		357
4875625000 - PCA - Adhésions Ligue (part départementale)		938
4875646110 - Pca - adhésions ligue / ufolep (part nationale)		5 165
4875646100- PCA - Adhésions Ligue (part nationale)		117
4875646210 - PCA - Adhésions Ligue / UFOLEP (part départementale)		13 771
4875646500 - PCA - APAC - TGA-TLE		
4875646600 - PCA - APAC - R1, R2, R3, R4, R5, R6		
TOTAL	44 774	346 066